

Marcel Manoël

Carcassonne – Septembre 2011

Enjeux d'avenir pour le christianisme

Prolégomènes

Mon exposé comprendra deux grandes parties :

- Une tentative de description du "paysage" religieux avec trois points :
 - o Un tableau religieux mondial discuté
 - o Mondialisation religieuse et individualisation occidentale
 - o En occident : retour au paganisme ?
- Quelques défis dans l'avenir du christianisme (d'un point de vue protestant !):
 - o Défi œcuménique : quelle est notre place parmi les autres ?
 - o Défi ecclésiologique : quelle sorte d'Eglise dans le monde moderne ?
 - o Défi de la mission : quel est notre rôle dans le monde ?
 - o Défi théologique : quelle autorité ?

A - Eléments descriptifs

Un tableau mondial discuté

La diminution du poids des Eglises chrétiennes en Occident tend à déformer la perception de la réalité du christianisme dans le monde : or, il y est toujours la famille religieuse la plus importante, et elle est toujours en expansion !

Le **christianisme** est la religion d'environ un tiers de la population mondiale (2 milliards environ de chrétiens), et donc la première famille religieuse. Mais la majorité des chrétiens n'est plus dans l'hémisphère nord, diversement touché par la déchristianisation (la France est sans doute l'un des pays les plus déchristianisés d'Europe !) mais au sud, où il est toujours en croissance, notamment ses branches évangélico-pentecôtistes... ce qui change considérablement sa figure :

- La prépondérance de la version occidentale du christianisme - un christianisme relativement intellectualisé, plus ou moins adapté à la sécularisation ambiante, que la fin du système de "chrétienté" a privé de son caractère fondateur dans la société, mais qui y garde une place essentielle, qu'on se positionne pour ou contre lui ! - a pris fin dans le christianisme mondial. Lui succède un christianisme du sud marqué par la situation du Tiers et du Quart monde : christianisme protestataire contre les dominations, où l'annonce du "salut" a une forte dimension politique, et où l'Eglise est bien souvent une "contre société" : des "évangélismes" africains et sud-asiatiques (souvent liés à l'évangélisme américain) aux forts accents éthiques libéraux (individualité, morale, justice...) aux pentecôtismes sud-américains aux accents parfois quasi révolutionnaires (changer de vie, changer de régime...)
- Ce qui entraîne un bouleversement de l'agenda œcuménique : aux questions théologiques de la division ecclésiale longtemps au premier plan, succèdent les

questions politiques de la justice - ou le Sud se sent victime du Nord - et les questions éthiques de la "vie chrétienne", - où le libéralisme du Nord (en particulier sur le plan familial et sexuel) apparaît comme une tentative de détruire les structures sociales du Sud, au moment où il a le plus besoin de cohésion pour se battre sur les fronts politique (lutte contre la corruption) et économique (trouver les moyens de son développement... parfois de sa simple survie !).

L'**islam** est sans doute la religion qui a connu la plus forte progression ces dernières années avec à la fois une sorte de "réveil religieux" dans les pays musulmans (phénomène de fierté nationale contre l'impérialisme occidental) et parmi les émigrés dans les pays non musulmans (phénomène de fierté personnelle) contre le rejet croissant de l'étranger.

- Ce qui a amené à des phénomènes d'amplification exagérée : par exemple on a dit que l'islam était devenu la première religion du monde alors qu'il n'en représente que le 1/5^{ième} environ (mais on comparait l'islam tout compris -sunnites et chiites - aux seuls chrétiens catholiques romains !)... Même exagération - à tendance xénophobe - quand on parle de 6 millions de musulmans en France ?
- Une expansion qui est en train de subir des revers importants : à la fois avec l'opposition que commencent à rencontrer les dictatures islamistes (Iran) et la diminution des moyens mis à la disposition de l'expansion de l'Islam (par exemple l'énorme soutien financier du régime khadafiste à l'expansion de l'Islam dans la moitié nord de l'Afrique !)

Les **religions nationales** sud et est asiatiques (hindouisme, bouddhisme, confucianisme, shintoïsme, religions traditionnelles chinoises...) représentent le troisième grand bloc religieux. Leur expansion résulte essentiellement de l'expansion démographique de ces populations, plus qu'elle ne résulte d'un prosélytisme qui reste marginal (qui n'est pas dans leur vocation - cf. les messages très "œcuméniques" du Dalaï Lama) même s'il est perceptible dans les sociétés occidentales. Lorsque ces religions "couvrent" plus ou moins des régimes dictatoriaux ou corrompus, elles sont souvent contestées par des minorités activistes (mouvement du Falun Gong en Chine, mouvements tribaux en Indonésie), souvent par un christianisme plus ou moins souterrain (christianismes - avec forte proportion protestante - chinois ou indonésien... aujourd'hui fortement persécuté !)

L'athéisme - d'indifférence ou d'opposition - reste fortement minoritaire au niveau mondial, environ 15 % de la population... (mais il ne faut pas confondre athéisme et non adhésion à une institution religieuse !).

Mondialisation religieuse et individualisation occidentale

En matière religieuse aussi, il faut souligner le rôle important de deux mouvements à la fois contraires et complémentaires, porteurs tous les deux d'espérances et de craintes, dans de nombreux domaines de notre vie : culturel, économique, politique, social, éthique, etc. : la mondialisation et l'individualisation.

Dans le domaine religieux, la **mondialisation**, c'est l'ouverture plus ou moins générale – avec un certain effet de mode en Occident – de ce qu'on appelle parfois le "marché religieux". La religion n'est plus liée à un territoire, mais petit à petit chaque territoire s'ouvre à toutes les religions, qui se retrouvent ainsi en concurrence. Un phénomène que le christianisme – et sans doute très particulièrement le protestantisme – a lui-même initié en envoyant ses missionnaires à l'autre bout du monde, mais dont il subit aujourd'hui les

effets "retour" dans la concurrence que viennent lui faire en occident d'autres religions. L'exception que constituent certains pays musulmans fermés à tout autre religion que l'islam ne fait que confirmer la règle : c'est bien parce qu'il y a une éventualité de diversité religieuse (avec parfois des débuts notables ! : cf. Algérie, Maroc, Syrie, Irak...) que la résistance s'organise de manière parfois violente !

En France, d'autres religions, d'autres pratiques religieuses, d'autres courants de foi se sont introduits dans notre pays où le christianisme - principalement sous sa forme catholique romaine - avait autrefois un quasi monopole, avec une place – petite mais assez clairement perceptible – pour les protestants et les juifs. Ces nouveaux courants religieux recrutent des membres, parfois au détriment des Eglises dites "traditionnelles" (phénomène de concurrence : changement d'Eglises, de religion...) et, en même temps, ils ne sont pas sans avoir un certain impact au sein même de ces Eglises traditionnelles, par les questions qu'ils posent (par exemple sur le rapport au monde, la souffrance...) et les pratiques qu'ils remettent en valeur (spiritualité, méditation...). On peut évoquer par exemple :

- les religions orientales – ou en tous cas de la version "soft" qui en est la plupart du temps importée dans nos pays – avec leur sens de l'adaptation de l'individu aux contraintes du monde, leurs techniques pour rendre "zen" corps et esprit ;
- les religions africaines avec au contraire leur sens de l'exaltation du corps ;
- les religions sud-américaines avec leur mysticisme ritualiste,
- ou même des versions nord-américaines du christianisme avec leur sens d'une mission historique et politique et leur lien avec un mode de vie.

L'**individualisation**, d'autre part, c'est, en particulier en Occident, la réclamation de plus en plus forte de chaque personne - y compris les fidèles affiliés à une institution religieuse - de pouvoir lui-même définir les éléments de sa foi et conduire son itinéraire spirituel. On ne veut plus accepter le "prêt à croire" que les Eglises définissaient dans leurs catéchismes, mais on veut pouvoir choisir soi-même, voire picorer son menu religieux parmi toutes les propositions à disposition (spiritualité chez les mystiques du passé, recettes pour le développement de la personnalité dans les petits guides "Comment réussir sa vie familiale en 12 leçons", techniques de maîtrise corporelle auprès des gourous orientaux, musique relaxante et quelques menus bios...). Les sociologues nous disent que les rayons "Spiritualités – ésotérisme" des grandes librairies sont devenus les cathédrales des religions modernes : on vient s'y approvisionner, on s'y rencontre, parfois on y débat parfois dans de petits groupes ou de petits réseaux ou chacun peut trouver une place et une sorte de reconnaissance pour ses propres idées et son propre parcours.

La aussi, ce n'est que la conséquence de la prédication par le christianisme moderne (et spécialement protestant) d'un salut personnel, et non plus patrimonial (dont on trouve encore les traces par exemple dans l'orthodoxie russe) ou familial. Mais cette individualisation religieuse commence à poindre aussi au niveau national dans l'écllosion d'une multiplicité de variantes des grandes religions, entre lesquelles chacun peut faire son choix.

En occident : Retour à un néo-paganisme ?

Dans ce grand remue-ménage religieux, l'occident vit une mutation profonde, qu'on peut interpréter comme le retour à un certain paganisme (le *paganus*, c'est le paysan, l'homme du pays - et le paganisme - autrefois polythéisme des dieux locaux - peut être compris comme la religion de l'homme dans son environnement), soit ouvertement antichrétien (par exemple Michel Onfray), soit plus ou moins post-chrétien (voir les travaux de Michel Maffessoli).

a) La société "moderne" fondée sur la capacité individuelle de penser de manière raisonnable est bousculée par la montée des valeurs de créativité et l'importance des émotions sensibles

Nous nous souvenons tous de la formule de départ de la pensée de Descartes : "*je pense donc je suis*" ! La société "moderne" était basée sur le postulat de l'individu "pensant", qui s'est construite par la mise en œuvre de la liberté et de la responsabilité personnelles, contre la soumission hiérarchique (au Roi, à l'Eglise,...) qui caractérisait l'ordre religieux. Les Eglises de la Réforme se sont situées assez résolument dans cette "modernité" : le croyant est un individu devant Dieu, qui répond personnellement de sa foi ; la prédication et la catéchèse s'adressent à la pensée réflexive : il s'agit de faire comprendre, adhérer, plutôt que d'invoquer le mystère ou l'argument d'autorité.

Aujourd'hui, l'appel à la **créativité personnelle** prime sur la transmission et son travail d'appropriation et d'adaptation : ... jusqu'à l'appel à "se faire soi-même" hors de toute norme sociale. Dans les Eglises même, ce qui devient important, c'est le **parcours de foi personnel** plus que la norme ecclésiale : "ma" conversion, ou "mon" retour vers l'Eglise, sont plus importants que la religion familiale ou le parcours catéchétique traditionnel... D'où la crise de la transmission de l'identité religieuse, ... qui rejoint la crise générale de la transmission dans notre société...

La communication passe par de plus en plus **l'émotion** : pour communiquer, il vaut mieux "vibrer" ensemble que "raisonner" : les émotions dirigent la vie, permettent de communiquer, ouvrent à l'action... (par exemple, le Téléthon plutôt que Sécurité sociale, la réactivité aux images plutôt que l'étude d'un dossier !).

b) Les valeurs classiques de l'utilitarisme et du travail sont contestées par un nouvel esthétisme.

L'utilitarisme a été la règle pour les choix dans la société moderne : "à quoi ça sert ?" ... Parfois – il faut le reconnaître – jusqu'à un utilitarisme desséchant ! Le travail y a été perçu comme le lieu essentiel de la réalisation de soi... Parfois jusqu'à la difficulté à ne pas perdre son identité en perdant son métier, ou sa fonction sociale (même pour les pasteurs !). L'esthétisme post moderne préfère le "top", le "cool", à l'utile : ceci peut-être compris au mieux comme l'importance donnée à la qualité, à la beauté ou à la relation (être "cool") par rapport à un strict utilitarisme, mais cela peut aussi être la dictature de l'apparence (le *bling bling* !) ? Tout le contraire d'une éthique chrétienne fondée sur des valeurs, et spécialement d'une éthique protestante faite de sobriété, de discrétion, d'efficacité... !

c) Enfin la victoire du "présentisme" consacre l'organisation de l'espace et du temps autour de l'individu qui en devient la mesure :

Ce qui est de plus en plus important, dans l'esprit de nos concitoyens, c'est l' "ici et maintenant" de mon présent, de ce que je ressens, moi, ... plutôt que le "partout et toujours" qui était la dimension aussi bien de la raison que de la foi de l'Eglise universelle. Un temps rétréci autour de la personne individuelle et un espace dont les limites ont été reculées très loin, mais aussi individualisé : devant mon ordinateur, je suis partout, mais le "partout" est chez moi. L'espace et le temps ne sont plus des références qui me situent - et posent mes limites, mais ils s'organisent autour de moi, en fonction de moi. Ceci entraîne la déperdition des institutions dont une fonction essentielle était d'établir et de gérer un universalisme et intemporalité : ce qui permettait d'entrer en relation avec les autres et de codifier ces relations, ce qui permettait de fonder ce qui était valable toujours et partout...

Dans cette évolution sociale, les Eglises chrétiennes sont aussi touchées, de manières diverses. La famille catholique se retrouve plus en phase avec l'esthétisme néo-moderne avec l'approche du mystère religieux à laquelle elle est restée attachée, qui privilégie la spiritualité, le beau, le ressenti... Les "nouveaux évangéliques", eux, se sont assez nettement inscrits dans cette néo-modernité : importance de l'appel à l'émotion, soin des relations personnelles (avec le pasteur, entre membres d'une communauté...), constitution de réseaux souples et mobiles autour de "leaders" significatifs... Alors que le protestantisme classique – avec ses valeurs "modernes classiques" : prédication raisonnée et raisonnable, gouvernement selon des modes démocratiques, souci du service efficace, vision universaliste... – se trouve plutôt marginalisé !

Quels défis pour le christianisme

Quel avenir pour le christianisme dans ce contexte ? Evidemment plusieurs réponses sont proposées :

- pour certains, la mort du christianisme est programmée : vieillissement des chrétiens en occident, perte d'influence des nations de tradition chrétienne (Europe, Etats unis...) au profit de puissances nouvelles (Chine, Inde...) qui imposeront leurs propres valeurs et religions. Le christianisme lui-même, qui peut être vu comme "la religion de la sortie de la religion", ne subsisterait qu'au travers d'une culture soumise à évolution... Ce serait en tous cas sinon la fin des Eglises chrétiennes, en tous cas leur totale marginalisation (comme des sortes d'"amish" ?)
- A l'opposé, d'autres pensent que ce dépérissement est la conséquence d'une trop grande perméabilité aux évolutions et aux idées nouvelles. D'où la naissance et la relative prospérité d'intégrismes conservateurs de toutes sortes qui font le sacrifice du nombre à celui du maintien de la tradition : intégrismes catholiques, nationalismes orthodoxes, évangélismes conservateurs protestants. Dans tous les cas, le pari est que, en rejetant tout modernisme, et en reprenant une mission vue comme une sorte de combat frontal, on retrouvera énergie et dynamisme, même s'il faut en passer par des périodes difficiles, voire le rejet.
- Pour ma part - et avec beaucoup d'autres ! - je pense qu'il n'y a pas d'autre avenir que d'être ce que nous sommes ou – dit de manière plus théologique – de vivre ce qu'il nous a été donné d'être. Les "défis" que je propose ne sont pas ceux de changements radicaux, mais ceux d'une fidélité réactualisée... ce que doit être véritablement la fidélité ! Bien évidemment, je l'ai déjà dit, mon point de vue est clairement protestant ! Et je me servirai donc - sans modestie, mais sans prétention non plus ! - de références précises dans notre Eglise réformée de France.

Le défi œcuménique

Comment être l'Eglise chrétienne parmi les autres religions, et une Eglise parmi les autres, un des visages de l'unique Eglise de Jésus-Christ ?

Nous avons, au cœur même de notre foi chrétienne et réformée, le refus de tout exclusivisme. Ce choix - risqué !- de l'ouverture aux autres, n'a pas été fait par opportunisme, ou par obligation réaliste, mais bien par conviction.

Ainsi, la Discipline de l'Eglise réformée affirme dès son début (article 1, 1^{er} alinéa) : **"L'Eglise réformée de France professe qu'aucune Eglise particulière ne peut prétendre délimiter l'Eglise de Jésus-Christ, car Dieu seul connaît ceux qui lui appartiennent."** Une protestation qui a une double dimension, d'abord interne en refusant toute prétention d'une Eglise à l'exclusivité ou à la supériorité sur les autres (une affirmation que l'Eglise réformée veut aussi s'appliquer à elle-même !), mais aussi "externe" : c'est l'affirmation que l'Eglise du Dieu de Jésus-Christ peut aussi exister en-dehors des limites institutionnelles visibles de l'Eglise chrétienne.

Caractéristique religieuse étonnante, parce que beaucoup de groupes et d'institutions religieuses cultivent au contraire le fort sentiment de leurs membres d'**appartenir à une "élite spirituelle"**, ou en tous cas la vraie religion, la plus puissante, la plus belle, la plus missionnaire, la plus "pieuse",... avec le sentiment d'appartenir à une sorte d'élite spirituelle, ceci d'autant plus que le groupe est petit ! Les sociologues nous disent que ce sentiment "identitaire" fort est capital pour la survie d'un groupe ! En constatant l'ouverture de l'Eglise réformée à d'autres, son engagement œcuménique, son intérêt pour certains mouvements évangéliques, et en soulignant qu'elle est-elle-même traversée de courants théologiques et spirituels différents, on a souvent écrit que cette **faiblesse structurelle** de l'Eglise réformée entraînerait nécessairement sa nécessaire prochaine disparition ("Le protestantisme va-t-il mourir ?")... qui n'est toujours pas arrivée !

Sur le plan de l'**œcuménisme intra-chrétien**, c'est la conviction qui a été réaffirmée par le SN de Montpellier, en 1994 (D 31) : **"L'Eglise Réformée de France se comprend comme une expression de l'Eglise une de Jésus-Christ, laquelle a de nombreux visages"**.

Ce n'est pas une attitude nouvelle : dès la Réforme, les Eglises du courant luthéro-réformé (contre le courant de la Réforme "radicale) se mettent en situation de reconnaître que l'Eglise de Jésus-Christ existe aussi, sous d'autres formes, en dehors d'elles. C'est en particulier le sens de la fameuse distinction entre *Eglise visible*, l'institution terrestre aussi nécessaire (la "mère" des croyants pour Calvin) que limitée et imparfaite, et *Eglise invisible*, la vraie Eglise que seul Dieu connaît.

Le **critère** de la reconnaissance de la vraie Eglise est simple : **là où il y a prédication fidèle de l'Évangile et droite administration des Sacraments (baptême et cène) il y a Eglise**. Il ne s'agit pas – comme on le croit et pratique parfois ! – de prétendre discerner une rectitude totale de tous les points de la prédication de tous les prédicateurs d'une Eglise, ou de tout ce qui s'y passe autour de la pratique des sacrements : à cette mesure-là, qui pourrait se prétendre être la vraie Eglise ? Mais il s'agit de voir qu'on "**se met en peine**", comme le dit la Confession de foi de La Rochelle, au moins quelque peu, de prêcher et d'entendre l'Évangile, de le recevoir et d'en vivre, comme de recevoir les sacrements. C'est au nom de ce critère que la Confession de foi de La Rochelle, par exemple (art. 28), si elle interdit fermement aux réformés de participer aux assemblées et aux sacrements de l'Eglise catholique, n'enlevait pas à cette Eglise toute réalité ecclésiale, en déclarant que ceux qui adhéraient aux idées de la Réforme ne devaient pas être baptisés à nouveau.

A partir de ce critère là, l'Eglise Réformée de France, comme la presque totalité des Eglises réformées d'Europe, s'est très tôt engagée dans la démarche œcuménique, au sens large : manifestation de pleine communion avec les Eglises sœurs (luthériennes et méthodistes avec la concorde de Leuenberg), démarche œcuménique de reconnaissance mutuelle aussi bien avec l'Eglise catholique qu'avec des Eglises du courant évangélique...

L'œcuménisme du siècle dernier a été fortement marqué par deux démarches :

- la recherche du **semblable** et du **compatible**, principalement par la recherche des consensus théologiques et ecclésiologiques (BEM...), démarche qui connaît actuellement une certaine stagnation, parce que la recherche des consensus provoque en retour l'expression des différences et empêche de franchir des étapes nouvelles dans une démarche de reconnaissance, et parce que les consensus fixés sont remis en cause par les questions nouvelles posées par l'évolution de nos sociétés (participation des femmes au ministère ordonné, accueil des homosexuels dans l'Eglise,...)...
- la tentative de **résolution des conflits**, essentiellement par de nouvelles démarches, comme celle du consensus différencié : est-ce que la confession ensemble de vérités fondamentales ne relativise pas et n'enlève pas à certaines oppositions leur caractère séparateur ? (Voir par exemple la Déclaration luthéro-catholique sur la justification par la foi)

Cette recherche du semblable se comprenait par le souci de la cohabitation dans un monde religieux relativement stable et limité : comment vivre ensemble - catholiques, orthodoxes et protestants - dans un monde essentiellement chrétien ? La situation actuelle nous renvoie vers le **besoin d'une vision œcuménique nouvelle** dans la situation de sécularisation qui est la nôtre : la question n'y est plus principalement la question ecclésiologique du degré de similitude entre Eglises, mais la question missionnaire : si les Eglises chrétiennes prennent conscience que leur priorité n'est plus aujourd'hui celle de la gestion des besoins spirituels de leurs membres, mais celle du témoignage public de l'Evangile, et donc de la rencontre des autres, la question œcuménique devient : **"comment et avec qui témoigner de Jésus-Christ et le servir dans une société en mutation?"**.

Il me semble que, dans ce contexte, **la première place appartient au dialogue** lui-même. **Le débat œcuménique n'est plus seulement un instrument pour arriver à un consensus, mais il devient le lieu de l'écoute en commun de la Parole de Dieu, l'instrument d'un témoignage qui peut être pluriel, et le moyen d'un œcuménisme de reconnaissance :**

- la reconnaissance ne peut se confondre avec la constitution de consensus théologiques ou éthiques, mais elle comporte la prise en compte de la différence, non comme un défaut, mais comme une réalité essentielle, nécessaire, et constitutive du don de Dieu (*"Dès l'origine, cette Eglise une se présente cependant avec une grande diversité qui provient à la fois de la diversité des dons de Dieu et de la multiplicité des personnes qui les reçoivent"*). Catéchisme de l'Eglise catholique 813).
- La reconnaissance ne peut pas non plus s'arrêter à une situation, un accord d'un moment, mais elle implique une démarche continue (on peut reconnaître l'autre sur une vieille photographie... mais on ne le reconnaîtra pas vraiment si on ne prend pas en compte son cheminement ultérieur !) : la reconnaissance n'est pas seulement une réconciliation à propos des divisions du passé, mais elle est une recherche ensemble des conciliations de l'avenir (même si on y reste différents !).

Dans le **dialogue interreligieux**, lui aussi, après une première phase dynamique de découverte mutuelle, on se heurte à la même difficulté à aller en avant.

Le christianisme n'a plus le monopole en Occident de la question du sens, qu'il avait gardé au travers des premières crises modernes (rétrospectivement, on peut penser que même les "maîtres du soupçon", Nietzsche, Marx et Freud n'ont guère fait autre chose que de discuter les clefs de sens chrétiennes ?) et de la perte de pouvoir du christianisme (l'émergence d'une morale païenne de la glorification de l'individu puissant fait apparaître rétrospectivement que la morale "laïque" d'un humanisme solidaire n'était guère éloignée d'un christianisme sans Dieu ?)... Bref, si les chrétiens veulent sortir de leurs milieux pour témoigner de leur foi, ils se trouvent en contact avec d'autres propositions, d'autres témoignages. On pouvait feindre de les ignorer lorsqu'ils étaient marginaux ; mais il n'y a aujourd'hui qu'une alternative : ou lutter contre, ou dialoguer.

Cette situation nous renvoie sans doute à une question profonde : la foi est-elle monologue ou dialogue ? Parole magnifiquement développée sans obstacle et sans interruption ? Vérité incontestable qui s'impose telle quelle ? Ou parole qui interpelle et qui est interpellée ? Témoignage qui propose et qui écoute ? ... Pour moi, la foi selon Jésus est fondamentalement un dialogue : avec Dieu qu'il découvre, et qu'il nous fait découvrir jusqu'à la croix, avec ses disciples qu'il écoute et interroge autant qu'il les enseigne, avec une foule dont il reçoit la peur, la faim et les espoirs autant qu'il l'exhorte.

Si la question œcuménique est aujourd'hui celle du témoignage "avec qui", l'œcuménisme chrétien ne peut donc que s'ouvrir au dialogue interreligieux. Non pas pour constituer de nouveaux "fronts de résistance" : les religions du Livre contre les autres, les Religions contre l'Athéisme... **Le témoignage de la foi chrétienne ne peut se recevoir que dans un dialogue sans exclusive.**

Dialogue sans exclusive ne veut pas dire dialogue sans référence ! Notre référence pour entrer dans le dialogue interreligieux - comme dans le dialogue avec tout courant de pensée que la question du sens - c'est le Christ, pour nous celui qui révèle Celui que nous appelons "Dieu", mais dont nous ne prétendons pas détenir la vérité. N'est-ce pas d'ailleurs ainsi que Jésus lui-même a procédé : "*On vous a dit que... et moi je vous dis...*" : une parole qui ne nie pas l'autre, sa croyance, sa culture, mais qui l'invite à bouger, à avancer, à s'approfondir, à passer du Dieu des commandements à celui de la générosité (Luc 6, 36 : "Soyez généreux comme votre Père est généreux"), du Dieu de la violence vengeresse à celui de la réconciliation, du Dieu d'un peuple au Dieu reconnu par les païens ("Ta foi est grande" à la Cananéenne)...

Etre l'Eglise du Christ dans la mondialisation religieuse, n'est-ce pas poursuivre cette démarche du discernement avec l'autre pour reconnaître "Dieu" et pour se reconnaître les uns les autres. Démarche décrite ici en termes religieux, mais qui est la même démarche que la démarche scientifique quand elle ne s'enferme pas dans la défense de vérités "établies" mais au contraire recherche, ou que la démarche philosophique quand elle se donne pour tâche de débarrasser la quête du sens des gangues idéologiques et des paresse existentielles...

Le défi ecclésiologique

Comment être une Eglise qui refuse l'opposition entre foi et liberté, une Eglise qui marie annonce explicite de l'Evangile et accueil sans exclusive

A ce premier pari d'être une Eglise parmi les autres, s'ajoute le pari tout aussi contesté, parfois, de marier "**foi**" et "**liberté**".

Un pari que l'ERF a marqué en tête de sa confession de foi en se déclarant "*fidèle aux principes de foi et de liberté sur lesquels elle est fondée*". On reconnaît là une trace de l'alliance historique des deux grands

courants qui s'y sont réunis en 1938 : le courant évangélique "orthodoxe" soucieux de la vérité de la foi et des moyens à se donner – en particulier une confession de foi précise - pour ne pas laisser se développer dérives et dévoiements ; et le courant dit "libéral" soucieux de ne pas enfermer la foi dans des formulations qui la rétréciraient et la déformeraient, et de la reformuler sans cesse dans le dialogue avec le contexte culturel contemporaine.

Mais, au-delà de la trace historique, il y a fondamentalement la conviction que "foi" et "liberté" ne sont pas incompatibles, comme tentent de le faire croire - encore aujourd'hui - les intégrismes religieux de toutes sortes qui réclament de leurs fidèles une obéissance aveugle. Ou tous les "esprits libres" qui tiennent pour acquis que tout croyant est asservi !

Nous croyons au contraire - malgré nos déviations historiques - que foi et liberté sont essentiels et inséparables, pour deux raisons au moins :

- parce que **la foi ne peut se vivre que librement** : une foi "obligée" n'est pas la foi !
- et parce que **la foi en Jésus-Christ est une force qui libère**, selon ce qu'écrivait l'apôtre aux Galates (5.1) : *"C'est pour que nous soyons vraiment libres que Christ nous a libérés. Tenez donc ferme et ne vous laissez pas remettre sous le joug de l'esclavage..."*.

Le professeur André GOUNELLE écrit : *"La foi, telle que le protestantisme la comprend, n'implique pas l'obéissance à une hiérarchie ecclésiastique, ni la soumission à un magistère doctrinal. Au contraire, elle appelle chacun à devenir responsable. L'Eglise réformée entend favoriser une foi libre et une liberté croyante. Une foi libre parce que cette foi développe une conviction personnelle (et non imposée du dehors par des autorités religieuses). Une liberté croyante parce que cette liberté n'est pas laissée à elle-même sans référence, mais que la foi lui donne une orientation."*¹

Le défi à relever est là de maintenir ce lien positif entre liberté et foi. Défi d'autant plus difficile qu'il se pose aujourd'hui moins en termes d'élaborations dogmatiques qu'en termes de parcours de foi personnels.

L'Eglise réformée a reconnu que, dans la société sécularisée qui est la nôtre, l'expression personnelle de la foi est légitimement diverse : les membres de l'Eglise réformée n'ont pas à souscrire à une confession de foi ou à un catéchisme, au-delà de la confession de foi "basique" : **"Jésus-Christ est le Seigneur"**. De fait, les parcours personnels de foi sont légitimement variés. Certains ont un parcours traditionnel : baptême et éducation dans une famille chrétienne, école biblique et catéchisme, participation à la Cène, intégration dans la vie de l'Eglise, rapports plus ou moins proches suivant les moments de la vie... D'autres ont des parcours plus chaotiques avec des parenthèses et des éclipses suivis de retours. D'autres encore, de plus en plus, viennent "d'ailleurs" : autre Eglise ou incroyance, et entrent dans l'Eglise de diverses manières : par une "conversion" ou un lent cheminement, par une prédication entendue ou un accompagnement, un service demandé ou rendu, une étude biblique ou un enterrement, par une personne rencontrée ou par Internet en y apportant des expériences, des cultures et des attentes très diverses

Le pari est là que l'Eglise réformée ne situe pas son identité dans son institution (ce qu'elle est ou ce qu'elle voudrait être), ni dans l'identité ou la qualité de ses membres, mais dans sa mission.

C'est ce qui a été souligné par le Synode national de Paris (1995) qui, après une étude sur ce qu'est le "membre" d'Eglise, a réécrit le début de la Discipline, en soulignant que l'ERF est **une Eglise de l'appel** plutôt qu'une Eglise de l'appartenance, de **l'ouverture** plutôt que de la sélection, de **l'accueil**, de **l'invitation** et du **service** plutôt que des conditions à remplir pour être "membre" ou des obligations qui en découlent :

¹ Information - Evangélisation 95/2 – Supplément Eglise en débats" n°1.

"Elle a pour raison d'être d'annoncer au monde l'Évangile. Elle est donc ouverte à toute personne qu'elle appelle à croire en Jésus-Christ, à approfondir sa foi par la lecture de la Bible et l'écoute de la prédication, à recevoir le baptême s'il ne lui a pas déjà été donné et à participer à la Sainte Cène. L'Église locale accueille comme membres, à leur demande, ceux qui reconnaissent que « Jésus-Christ est le Seigneur ». Elle les invite à participer à sa vie spirituelle, culturelle et matérielle et, à travers elle, à la mission de l'Église réformée de France, selon les convictions exprimées dans sa Déclaration de foi, en mettant au service des autres les dons qui leur sont confiés." (Discipline art. 1, §1, 2^{ème} et 3^{ème} alinéas).

Il est bien évident que l'on retrouve là des caractéristiques qui marquent une fragilité : une Église "ouverte" est une Église où l'on peut facilement entrer mais aussi sortir ! Une Église où le "lien" risque d'être faible, et la cohérence pas toujours évidente ! Risque donc, mais voulu par conviction et qui peut être assumé si nous avons une forte conscience d'une **mission commune**.

Il me semble que c'est là la clef du mariage entre foi et liberté dans le christianisme et ses institutions : se souvenir que l'institution n'est pas là d'abord pour défendre, ou combattre des institutions concurrentes, mais d'abord pour une mission, un service de l'autre, pour l'autre... qui peut certes comporter des "défenses" et des refus (un dialogue comporte des "non" comme des "oui" !) mais qui est d'abord là pour un service : *"L'Église n'est pas une institutions destinée à défendre des valeurs, mais elle naît chaque fois que la Parole de Dieu rencontre le monde"* (citation de mémoire de Mgr. Dagens lors de la rentrée universitaire de la Catho de Paris en 2010).

Le travail synodal 2004-2005 sur "Confesser Jésus-Christ dans une société laïque" (voir la décision 19 du Synode national d'Aix-en-Provence) a été un essai dans ce sens.

Remarquer qu'il a abouti :

- à une confession de foi christocentrique², sans doute une des premières à tenter de rendre compte ce qu'est la Seigneurie du Christ dans notre contexte de sécularisation "post-moderne" : "une autorité qui rend libre"
- avec la détermination de 3 tâches prioritaires pour l'Église aujourd'hui :
 - o "attester la pertinence du message chrétien", c'est-à-dire évangéliser !
 - o protester de la dignité irréductible de l'humain
 - o témoigner, dans un contexte inquiet et résigné, d'un avenir ouvert

Sans doute ce travail est-il à reprendre sans cesse pour se le réapproprier.

Le défi de la mission :

Quelle mission, c'est-à-dire quelle prédication, quel engagement, quel service dans les évolutions de notre monde moderne ou post-moderne ?

Les religions, et notamment le christianisme, sont aujourd'hui critiqués pour leur prétention à dominer le monde, sur les plans idéologiques et éthiques sinon sur le plan politique. Et le projet du christianisme constantinien a bien été d'établir une "société chrétienne" basée sur les principes enseignés par le christianisme : une certaine vision du monde et de la valeur de la personne humaine... dont on a parfois oublié la pertinence (voir par exemple les écrits de Jean-Claude Guillebaud qui plaide pour la "revalorisation" de ces principes contre l'oubli de leur origine, et les déviations dont ils sont victimes). On a souvent pris acte des effets "civilisateurs" de la mise en place de la société chrétienne ; on tend plutôt aujourd'hui à en souligner les effets destructeurs d'autres civilisations, quand cela n'a pas

² Voir le texte en annexe.

été de peuples ou de personnes ! Il faut reconnaître que la construction de la société chrétienne par le pouvoir politique a amené à une dénaturation fondamentale de la mission chrétienne elle-même ! Par oubli de ce qui est le plus fondamental dans la parole du Christ : l'annonce que Dieu aime le monde.

Dans sa confession de foi, l'Eglise réformée déclare qu'elle confesse la foi de l'Eglise universelle : elle se reconnaît donc les liens, la compréhension commune de l'Evangile qui autorise la reconnaissance des autres Eglises comme Eglise de Jésus-Christ. Mais en même temps, elle annonce quel est le critère de sa lecture, l'affirmation de foi qui est - pour elle - centrale, celle qui interprète les autres, qu'elle retrouve donc dans l'annonce évangélique de Jean 3,16 :

*"Dans la communion de l'Eglise universelle, elle affirme la perpétuité de la foi chrétienne, à travers ses expressions successives, dans le Symbole des Apôtres, les Symboles œcuméniques et les Confessions de foi de la Réforme, notamment la Confession de La Rochelle ; elle en trouve la source dans la révélation centrale de l'Evangile : **Dieu a tellement aimé le monde qu'il a donné son Fils unique, afin que quiconque croit en Lui ne périsse point, mais qu'il ait la vie éternelle.**"*

Pour l'Eglise réformée, l'élément central de l'Evangile, c'est l'amour de Dieu tel qu'il est révélé et proclamé dans la prédication de la justification par la foi.

Cet amour de Dieu est total, sans mesure. Il assume le fait que - dans la manière même dont il est révélé dans l'évangile de Jean - ce "monde" que Dieu aime, c'est le monde du mal, des ténèbres, le monde qui a rejeté le Fils et sa lumière ! Un amour avant tout, indépendant de toute réponse, déjà exprimé et vécu jusqu'au bout en Christ.

Un acte qui révèle Dieu, et qui en même temps indique la mission de celles et ceux qui se reconnaissent comme ses filles et ses fils :

- ni à l'écart de ce monde, réfugiés dans des sectes de justes, purs des souillures du monde, loin de ses pouvoirs et de ses ambiguïtés, ou zélateurs d'un intégrisme du rejet conservateur et de la condamnation morale
- ni dans un religieux du "confort de soi" - très à la mode actuellement, qui simplement s'arrange avec la réalité en se donnant une protection religieuse ou un confort spirituel,
- mais "dans le monde sans être du monde", selon une expression classique : une attitude à la fois positive et critique, la volonté d'une contribution mais pas sans vigilance.
- Une mission qui "accompagne la vie" (devise de la Fondation Diaconesses de Reuilly) dans ce qu'elle a de plus riche et de plus beau, comme aussi dans ce qu'elle a de plus fragile et de plus vulnérable

Pour nous, aujourd'hui et ici, cela signifie sans doute que nous voulons être témoins de l'Evangile résolument dans les évolutions de notre société, témoins vigilants et critiques mais ni en résistance à-priori, ni en contre-société :

- que **nous prenons en compte le fort désir de l'individu de se voir reconnu dans sa dignité et sa responsabilité personnelle** (peut être une conséquence de la prédication chrétienne, et spécialement protestante ?) : la question nous est sans doute lancée à ce propos de savoir comment nous prenons en compte **l'émotivité** qui est sans doute un des moyens de communication essentiels de cette nouvelle société
- mais **en critiquant l'idolâtrie individualiste**, la prétention de l'individu de se construire tout seul, sans ou contre les autres.

Cette attitude appelle certainement à une réforme de l'Eglise elle-même pour qu'elle prenne aussi en compte cette attente. Après avoir vécu le passage d'une Eglise gouvernée de manière hiérarchique (le modèle romain) à une Eglise gouvernée de manière démocratique (même si elle reste une "théocratie" puisqu'il s'agit toujours de discerner la volonté de Dieu pour son Eglise, fut-ce de manière démocratique!), comment

passer à une Eglise plus ouverte à la dimension personnelle, plus sensible à l'accueil, plus centrée sur sa mission de servir, à la suite de son Seigneur ?

Le défi théologique :

Comment vivre vraiment l'autorité des Ecritures et l'intelligence de la foi dans le monde d'aujourd'hui ?

Toutes les Eglises chrétiennes font référence aux Ecritures bibliques comme source d'autorité, mais de plusieurs manières :

- "*Sola scriptura*" pour les protestants, qui tiennent à affirmer que l'autorité de l'Eglise et dans l'Eglise a une source externe : c'est l'autorité du Christ lui-même, dont les Ecritures sont l'instrument
- Ecriture, tradition et magistère souligne l'Eglise catholique qui rappellent que les Ecritures et notre manière de les lire nous ont été transmises, et que l'Eglise a toujours la charge de contribuer à cette lecture
- Ecritures et dons, rappellent les mouvements pentecôtistes pour lesquels Ecritures et dons se vérifient l'un l'autre,
- ...

Aujourd'hui, on peut se poser des questions sur la réalité de cette mise en œuvre de cette référence aux Ecritures, qui renvoient, au-delà d'elles-mêmes, à l'autorité de Dieu lui-même, par son Parole, sur son Eglise. Dans les débats (en particulier éthiques : sexualité, vie, mort...) qui ont lieu dans nos Eglises, on eu beaucoup de peine à ne pas se laisser emprisonner dans un piège entre :

- une réception fondamentaliste des textes bibliques : "La Bible a dit que..."
- une référence quasi normative à une appréhension individuelle des choses : "Moi, je pense que..."

Comment renouveler la lecture biblique ? Comment, en particulier, la prédication peut-elle être le lieu privilégié de l'exercice de l'autorité de cette Parole ? Cette question de la **référence à l'Ecriture** a été reprise dans l'Eglise Réformée de France lors d'un large débat synodal, en 1986, dont la conclusion précise plusieurs points :

1. le **rapport entre "Ecriture" et "Parole de Dieu"** : "*nous ne pouvons ni identifier ni dissocier texte écrit et "Parole de Dieu"... Le Seigneur s'adresse à nous par la médiation des textes bibliques : le Saint-Esprit les rend porteurs d'une parole de vie pour notre présent. Reconnaître l'autorité des Ecritures, c'est accepter de se laisser éclairer et diriger par Jésus-Christ, dans une relation personnelle de confiance et d'amour...*
2. la **distance** à respecter entre le texte biblique et les questions de notre actualité, qui crée un espace où doivent s'exercer "*la liberté et la responsabilité personnelles*" que nous confèrent le "*jugement et la grâce de Dieu*" attestés par la Bible, "*l'influence globale d'une lecture personnelle*" et "*une écoute communautaire*" de la Bible..." : "*Il ne s'agit pas ... d'utiliser la Bible comme un recueil de réponses toutes prêtes, dans le domaine doctrinal et éthique, mais d'écouter ses questionnements, ses interpellations et de nous laisser déranger par elle*".
3. et donc la **nécessité d'une démarche d'interprétation** qui soit consciente de son caractère relatif – en particulier des diversités de critères et de hiérarchisations des

éléments du message biblique (la question du canon dans le canon) –, s'interdit tout dogmatisme, et reçoive *"positivement le fait de lectures plurielles et d'actualisations originales"*, tout en étant vigilante sur les limites : *"il y a des lectures aberrantes qu'un rigoureux respect des textes interdit."*

Le texte synodal conclut en demandant *"audace et prudence, conviction et tolérance"* à ceux qui s'expriment publiquement, et en précisant : *"Les Synodes et conseils d'Eglise, s'ils sont amenés à prononcer une parole officielle, s'efforceront de dire clairement ce qui à leurs yeux relève d'une fidélité fondamentale à l'Evangile et ce qui relève de leurs convictions quant à la meilleure solution possible"*.

On voit que l'exercice de l'autorité des Ecritures est un exercice qui doit être **conscient de sa relativité**, en renvoyant à sa source, l'Evangile lui-même, en permettant de vérifier le lien avec cette source, et laissant de l'espace à une **pluralité légitime** ainsi qu'à la **liberté et à la responsabilité personnelles**.

Est-ce céder du relativisme ? Ou, au contraire, par ce recours à la responsabilité personnelle, **un moyen pour que la Parole transmise fasse vraiment autorité** (au sens de ce qui permet, rend possible, ouvre...) ?

Il est heureux que le processus d'unité luthéro-réformée soit accompagné d'une invitation pressante : **"Ecoute ! Dieu nous parle"**, parce que c'est bien dans cette écoute, et dans cette écoute seule, que l'Eglise reçoit son existence et sa mission. Et c'est par cette écoute qu'elle peut en relever les défis !

Un christianisme humble et confiant

Mais, au-delà de nos idées et de nos plans, il y a l'humilité et la confiance. Car, si le christianisme a un avenir, ce n'est sans doute pas celui que nous lui souhaiterions, mais celui que le Seigneur lui-même lui trace. Ce que, pour sa part, notre Eglise dit dans la dernière phrase de sa déclaration de foi, en forme de prière :

"A Celui qui peut, par la puissance qui agit en nous, faire infiniment au-delà de ce que nous demandons et pensons, à Lui soit la gloire, dans l'Eglise et en Jésus-Christ, de génération en génération, aux siècles des siècles !"

ANNEXE

Ce texte en forme de confession de foi a été adopté par le Synode national de l'Eglise réformée de France à Aix-en-Provence (2005), au terme de la réflexion menée dans les Eglises locales et synodes sur le thème : "*Confesser Jésus-Christ dans une société laïque - Qu'est-ce qui fait autorité dans nos vies ?*".

Le Synode général de l'Eglise Evangélique luthérienne - qui a aussi participé à cette réflexion - a reçu ce texte (en adoptant formellement ses deux premiers paragraphes).

Une autorité qui rend libre

Nous croyons en Jésus-Christ :

il est venu pour servir et non pas pour être servi.

Reconnaître son autorité, c'est d'abord accepter de se laisser servir par lui.

Il nous donne la liberté, la confiance, le courage pour être comme pour agir.

Nous croyons en Jésus-Christ :

il nous libère de notre désir d'exister par nous-mêmes

ou en fonction des autres

et de chercher ainsi l'assurance de notre valeur.

Grâce à son autorité, nous ne sommes plus le centre de nous-mêmes.

Il donne à notre vie une dignité et une identité que nous n'avons plus à conquérir.

Nous croyons en Jésus-Christ :

il a vécu de la parole du Père.

Son autorité est créatrice et elle nous fait grandir dans notre humanité.

Son autorité ne contraint pas.

Elle construit des relations de confiance.

Elle est crédible et légitime.